

ARRETE N° 24.03.07

Portant interdiction d'évoluer sur un périmètre de danger installé sur la parcelle privée cadastrée section AY n° 53, en pied de talus

Nos références : LP/CO/SYB/CC-2024-133

Le Maire de La Trinité,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212-2 relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

VU le compte-rendu d'intervention du 10 mars 2024, établi par le Centre Technique Municipal, faisant état d'une coulée de boue sur la parcelle privée cadastrée section AY n° 53 ;

CONSIDERANT qu'au titre de ses pouvoirs de police générale, il appartient au Maire de prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité publique sur le territoire de sa Commune.

ARRÊTE :

Article 1 :

L'accès au périmètre de protection installé sur site est interdit à toutes les personnes, à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'à la suppression du risque.

Article 2 :

L'interdiction d'accès ordonnée à l'article 1^{er} du présent arrêté s'impose à tous, à l'exception des experts, hommes de l'Art, des services de secours, des agents communaux habilités et entreprises qualifiées mandatées pour exécuter des études et travaux de mise en sécurité, sous leur responsabilité.

Article 3 :

La durée de l'interdiction ordonnée à l'article 1^{er} du présent arrêté s'étend jusqu'à la date de suppression du risque. La levée de l'interdiction sera notifiée par arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié au syndic SAFI Méditerranée, sis 118, rue de Roquebrune, 06300 NICE, en charge de la gestion de la copropriété impactée « Trinité Soleil ».

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de La Trinité dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours administratif devant le Tribunal Administratif de Nice, sis 18, avenue des Fleurs - 06000 Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 6 :

Les services municipaux sont chargés de l'affichage du présent arrêté sur site et en mairie. Une signalétique appropriée sera mise en place par leurs soins.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et le Chef de service de la Police municipale de la Commune sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Trinité, le 11 mars 2024.

Ladislav POLSKI
Maire de La Trinité,
Vice-Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

